

LA QUERELLE DE LA SECULARISATION

Le reflux du christianisme

Nous sommes marqués par des formes de vie, de pensée, des conceptions et des valeurs héritées des religions qui ont dominé notre culture. La pensée allemande n'a cessé d'envisager ce fait, et elle l'a fait dans un paradigme un peu oublié : celui de sécularisation. Concept majeur d'interprétation de l'histoire par la pensée allemande, la catégorie de la sécularisation est marquée par la polémique.

L'histoire de ce concept est liée à une querelle qui a son origine avouée en 1963 dans l'intervention de Blumenberg au septième Congrès allemand de philosophie consacré à l'idée de progrès mais dont l'aventure remonte bien avant.

La sécularisation du christianisme est abordée en plusieurs points stratégiques de l'œuvre de Heidegger et elle montre deux choses : que cette thèse est l'une des interprétations de la modernité, et qu'elle est comme le point de rencontre d'un ensemble de travaux issus non seulement de la philosophie mais de l'anthropologie, de l'histoire ou de la sociologie.

Elle met en évidence un phénomène particulier, le retrait du religieux comme sphère dominante de la vie sociale. Et la question qui s'est posée : le processus de sécularisation est-il irréversible ? Est-il favorisé par la structure de certaines religions, et exclu par d'autres ? Faut-il considérer la démocratie et le libéralisme politique comme résultant d'une certaine sécularisation du christianisme ?

L'enjeu est aussi la question des *Temps modernes* qui se caractérisent par un retrait du religieux qui va de pair avec un processus de sécularisation.

Mais la sécularisation peut désigner aussi un transfert des contenus des schèmes et des modèles élaborés dans le champ religieux. Les Temps modernes ne vivraient-ils que d'un contenu légué, hérité ?

Il s'agit de savoir si la prétention de la modernité à trouver des normes rationnelles de légitimation ne fait que masquer la dette des Temps modernes vis-à-vis des contenus chrétiens seulement déplacés, et si donc l'époque moderne peut-être pensée en Occident – comme celle du « christianisme sécularisé » ou s'il faut reconnaître le bien-fondé de la prétention de la pensée moderne à « commencer » autre chose ». Autrement dit, sécularisation-transfert ou sécularisation liquidation, tel est le choix philosophique qui se pose.

De Hegel à Weber

La philosophie de l'histoire rencontre la sécularisation à deux titres, d'abord comme problème historique, comme objet mais comme souci herméneutique envers sa propre provenance, c'est en tant que telle qu'elle se trouve en jeu dans l'examen de la légitimité des Temps moderne.

Les généalogistes s'accordent à reconnaître dans l'œuvre sociologique de Weber un tournant dans la mesure où elle devient une catégorie d'interprétation de l'histoire moderne et se démarque alors de l'interprétation idéaliste de l'histoire, héritée de Hegel. Elle est donc neutralisée. Continuité donc, mais modification du régime du discours, plus sociologique. On attribue à Weber une « théorie de la sécularisation » dans laquelle il analyse le désenchantement comme un transfert de croyances et oppose le « jardin enchanté » à l'éthique protestante. Seul l'Occident à vu s'accomplir avec le protestantisme ascétique, le transfert de l'ascétisme rationnel dans la vie mondaine elle-même.

Ce premier parcours de Hegel à Weber conduit à l'analyse du point de croisement de trois axes : la volonté d'assigner un sens au mouvement de la modernité occidentale, c'est-à-dire à ce qu'on appelle le progrès ; les stratégies de contestation par l'histoire des prétentions modernes à l'auto fondation rationnelle et au dépassement de l'héritage religieux ; le souci de positivité.

Carl Schmitt s'inspire tantôt de la sociologie historique de Weber et de la sociologie du droit, tantôt entend bâtir une contre-philosophie voire une théologie de l'histoire dont le rapport à Hegel n'est pas que de rejet, même s'il récuse la notion de philosophie de l'histoire, il occupe une place centrale dans cette genèse.

Il faut examiner les thèses de Carl Schmitt, et l'étude des concepts ou structures de pensée dans lesquels il repère des sécularisations de traits théologiques. On trouve la notion de souveraineté et en particulier

l'analogie entre la théologie et le droit qui a eu des effets sur le droit politique. Mais s'ils relèvent de moments historiques exceptionnels, alors la théologie politique serait le nom d'une branche de l'histoire du droit. C'est ainsi que Carl Schmitt présente les choses. Kantorowitz ne fera ensuite qu'instruire le procès ouvert.

Loi naturelle et droit objectif

L'histoire n'est pas finie. La querelle théologico-politique des années 20-30 se poursuit avec Peterson et Strauss pour prendre une forme plus précise : celle que pose la loi naturelle et le droit objectif. Schmitt insiste et à juste titre sur l'écart séparant la pensée du droit naturel aristotélico-thomiste et le droit rationnel du XVIIIe siècle, bâti sur la *tabula rasa* de tout ordre et de toute société conduisant à l'autonomisation du droit et de la politique, dénoncé par Schmitt.

Cette querelle se présente comme une arme qui tranche entre des métaphysiques antagonistes. D'abord, la dissociation typiquement judéo-chrétienne de la religion et de la politique. La querelle Peterson/Schmitt, à partir d'une confrontation entre la théologie politique de Schmitt et ses adversaires conduit à la conclusion suivante : la thèse d'une sécularisation n'est pas invalidée mais elle doit être envisagée dans la diversité des héritages théologiques entre lesquels les pensées politiques et juridiques font leur choix.

La réactivation de la querelle entre 1920 et 1940 est l'expression d'un conflit entre des pensées qui se situent dans une tradition confessionnelle soumise à des interprétations et dans un courant de pensée politique. La présence de discussions théologiques au sein du libéralisme naissant ne permet peut-être pas de soutenir que la pensée moderne serait constituée de *théologoumènes* sécularisés.

Quelle est l'intérêt de cette distinction ? Elle peut répondre au déficit de pensée d'une certaine rationalisation historiciste du déclin des religions débouchant sur une stupéfaction face à leur dit « retour », sous forme d'un refoulé violent.

La sécularisation et après ?

La seule sécularisation-transfert semble insuffisante pour rendre compte des circuits complexes de l'histoire. La notion traduit un certain mode de retrait de la place dominante occupée par la religion et un certain transfert de ses schèmes qui n'épuise cependant pas le contenu idéal de la société sécularisée. La charité a fait place à la solidarité ; l'espérance spirituelle de la Résurrection a déserté les cœurs laissant la place à un désir forcené de jeunesse éternelle ; la foi est devenue un service à la carte où chacun y va de sa propre construction religieuse, souvent incohérente.

La sécularisation de type liquidation vise à liquider de manière autoritaire toute croyance de l'histoire et de l'univers des hommes.

C'est cette sécularisation qui se produit sous nos yeux.

Les religions ne disparaissent pas, mais elles mutent en idolâtrie. Nos temples modernes ? les supermarché et les stades de foot. Les marches blanches sont des rituels de deuil sécularisés.

Les religions les plus combatives s'imposent, et la plus combative s'impose avec une force qui n'a rien de nouveau. Elle s'était assoupie et sans doute aussi au contact de l'Occident chrétien avait adouci ses mœurs et elle avait accepté une certaine forme de sécularisation.

La liquidation du socle chrétien lui donne aujourd'hui le droit de croire que la place est à prendre et que ses valeurs peuvent désormais s'imposer.

